

## Questions orales

[Français]

Le premier ministre peut-il nous indiquer ce qu'il entend faire pour répondre aux inquiétudes exprimées par le vérificateur général quant à la nature incomplète des informations transmises à la population?

[Traduction]

**L'hon. Ethel Blondin-Andrew (secrétaire d'État (Formation et Jeunesse), Lib.):** Monsieur le Président, le comité a parcouru tout le pays, parallèlement à l'exercice de réforme de la sécurité sociale en cours.

Un certain nombre de documents techniques ont été produits. Ils renferment des informations très importantes sur la méthode employée pour réaliser la réforme de la sécurité sociale.

À ce propos, nous avons prêté une oreille attentive, par l'intermédiaire du comité, à ce que disaient les Canadiens de tous les coins du pays. Ils nous ont parlé des répercussions des programmes sur leurs vies et leurs collectivités. Nous sommes très sensibles à ces opinions et le gouvernement en tiendra compte lorsqu'il établira l'orientation de la réforme globale.

[Français]

**Mme Francine Lalonde (Mercier, BQ):** Monsieur le Président, seulement quatre des neuf documents techniques sur la réforme des programmes sociaux ont été déposés à ce jour à quelques semaines de la fin de la consultation.

**Le Président:** S'il vous plaît, je demanderais à ma collègue de ne pas se servir d'accessoires.

**Mme Lalonde:** Le premier ministre ne convient-il pas qu'ainsi, la consultation est précipitée parce que, en fait, la réforme n'a comme objectif que de contribuer à la réduction du déficit fédéral, malgré la déclaration du ministre des Finances selon laquelle ce n'est pas la cause du déficit ou de la dette?

• (1430)

**Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je suis content de voir l'opposition nous accuser d'aller trop vite dans des réformes, et de voir que le parti de l'opposition voudrait maintenir le statu quo dans tous les programmes au Canada.

**Mme Tremblay:** C'est faux!

**M. Bergeron:** Vous avez mal compris! Vous n'écoutez pas!

**M. Chrétien (Saint-Maurice):** Monsieur le Président, j'ai compris que nous allons trop vite, que nous sommes trop efficaces, que nous voulons faire des changements, que nous ne voulons pas du statu quo, que nous voulons donner la dignité du travail à tous les citoyens et que l'opposition préfère le statu quo. Or, les Québécois savent très bien que nous sommes en faveur des changements au Canada, tandis qu'eux veulent se complaire dans le statu quo. Très bien!

[Traduction]

## LA BOSNIE

**M. Jim Hart (Okanagan—Similkameen—Merritt, Réf.):** Monsieur le Président, les Serbes ont dit que, si jamais on s'en prenait à eux, ils nous livreraient une guerre sans merci. Entre-temps, ils détiennent 200 casques bleus, dont 55 soldats canadiens. De toute évidence, nos casques bleus sont en danger, même si l'on entend dire le contraire. Il ne s'agit plus d'une situation de maintien de la paix. Le ministre de la Défense nationale va-t-il retirer nos soldats de là?

**L'hon. David Collenette (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants, Lib.):** Monsieur le Président, je pense que nous avons déjà répondu à certaines de ces questions. La situation en Bosnie et en Croatie est très dangereuse. Nous étions au courant des risques. Nous sommes là pour faire notre travail. Nous n'avons aucunement l'intention de rapatrier nos soldats. Nous avons dit que nous voulions que le processus de maintien de la paix se fasse, mais, bien entendu, la sécurité de nos forces passe avant tout.

Pour le moment, Dieu merci, nos soldats se portent bien. Des négociations sont en cours, et j'ai bon espoir que la situation se réglera sous peu.

**M. Jim Hart (Okanagan—Similkameen—Merritt, Réf.):** Monsieur le Président, il y a deux mois à peine, le ministre a déclaré à la Chambre que le gouvernement avait renouvelé pour six mois l'engagement du Canada. Je voudrais lire un passage du hansard du 23 septembre, à la page 6078. Le ministre y faisait la déclaration suivante: «... si l'évolution de la situation politique ou militaire sur le terrain venait à menacer la sécurité des troupes canadiennes ou à remettre en question l'utilité du mandat de la FORPRONU». C'est clairement ce qui arrive. Le ministre va-t-il faire preuve de leadership aujourd'hui et retirer les soldats canadiens dans cette situation?

**L'hon. David Collenette (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants, Lib.):** Monsieur le Président, nous nous en tenons à la déclaration que j'ai faite pour ce qui est du nouvel engagement de nos forces. Nous ne sommes pas rendus au point où de telles mesures s'imposent. Je tiens seulement à dire au député qu'il est préférable, dans des circonstances difficiles comme celles-ci, de faire front commun, de ne pas montrer de partialité sur cette question, mais plutôt d'évaluer ensemble la situation.

Le gouvernement ne fera rien qui puisse mettre en danger la vie des Canadiens qui servent une si noble cause pour les Nations Unies.

\* \* \*

[Français]

## LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Ressources naturelles.